

Football/Acquisition de l'Olympique de Marseille L'Américain Frank McCourt reprend l'OM

AFP

Marseille/France

Un entrepreneur américain, Frank McCourt, ex-proprétaire du club de baseball des Los Angeles Dodgers, va racheter l'Olympique de Marseille à sa propriétaire, Margarita Louis-Dreyfus, avec laquelle il est entré en négociations exclusives, ont annoncé, hier, les parties. "Il y a un processus en cours, il va nous amener jusqu'à la réalisation de la transaction dans quelques semaines", a déclaré, en anglais, Frank McCourt lors d'une conférence de



Photo : AFP

L'OM sur le point d'être vendu.

presse à la mairie de Marseille. Aucun montant n'a été divulgué

pour ce rachat, sur lequel le comité d'entreprise de l'OM doit

encore être consulté. "C'est un jour heureux pour moi et pour ma fa-

mille", a déclaré M. McCourt, affirmant acheter "le meilleur club de France et l'un des meilleurs du monde". "Bonjour à tous! Mon français n'est pas très bon. Donc +Droit au but+", avait-il auparavant lancé en français. Franck McCourt se présente comme un "passionné de sport depuis toujours", qui a vendu les Dodgers en 2012 pour 2,15 milliards de dollars. Il est à la tête de plusieurs sociétés d'investissements. "Vous serez accueilli les bras ouverts dans cette ville", lui a lancé le maire LR de Marseille, Jean-Claude Gaudin : "Il va

falloir gagner, il va falloir mettre des sous. Puisque vous en avez, c'est ce que vous ferez". L'actuelle propriétaire du club, Margarita Louis-Dreyfus, s'est dit sûre que l'investisseur américain, choisi au terme "d'un processus à la fois exigeant et long", était "le meilleur choix" pour l'OM. "Pour maintenir actif le lien affectif qui existe entre ma famille et l'OM, je devrais conserver une petite participation dans le club et nous continuerons d'en être de fervents supporters", a-t-elle ajouté, citée dans un communiqué.

Jeux olympiques 2024

La maire de Rome très réservée

AFP

Rome/Italie

La maire de Rome, Virginia Raggi, est restée, hier, réservée quant à la candidature de sa ville à l'organisation des Jeux Olympiques 2024, suggérant de penser "d'abord aux installations municipales laissées à l'abandon". Raggi s'est exprimée à l'occasion d'une visite de la délégation paralympique italienne, qui s'apprête à participer aux Jeux Paralympiques à Rio (7 au 18 septembre). "En septembre, après l'été, nous dirons à Gianni Malago (co-pré-



Photo : BANDOVA

Rome réfléchit encore sur les Jeux olympiques.

sident du comité de candidature) ce que nous pensons à propos de Rome-2024", a-t-elle déclaré, selon La Gaz-

zetta dello Sport. "Pensons d'abord aux installations municipales laissées à l'abandon et au sport dans les

écoles", a-t-elle ajouté. "C'est à partir de ces installations que nous devons commencer à reconstruire le sport.

Les Jeux Olympiques sont un grand moment de sport mais on ne naît pas olympique, on le devient", a-t-elle encore estimé. Virginia Raggi, figure montante du Mouvement cinq étoiles (M5S), ambitieuse formation populiste et antipartis, a été élue en juin première femme maire de Rome. Elle a répété durant toute la campagne que les JO ne pouvaient pas être une priorité pour la capitale italienne. Selon les médias italiens, elle avait encore fait part de son scepticisme dimanche à l'occasion de la fête du quotidien italien Il Fatto Quotidiano. "Sur les 13 milliards de dette de la

ville, un milliard est lié aux Jeux de 1960. Et nous n'avons fini de payer que l'année dernière la facture du Mondial 90. Faites les comptes", a-t-elle déclaré à cette occasion. Rome est l'une des quatre villes candidates à l'organisation des Jeux en 2024 avec Paris, Budapest et Los Angeles. Le 7 octobre, les candidats doivent envoyer au CIO la deuxième partie de leur dossier. En l'absence de soutien de la municipalité à cette date, la candidature romaine serait caduque.

Sport et politique

Qui dirige les instances sportives au Koweït?

AFP

Koweït/Koweït

Le bras de fer entre les autorités koweïtiennes et le clan des influents frères Fahd qui cherchent à garder le contrôle des instances sportives s'est nettement durci dans un pays suspendu par les instances internationales pour "ingérence gouvernementales". L'émirat du Golfe a vécu une nuit mouvementée durant laquelle des dirigeants limogés d'instances sportives ont tenté de résister à l'évacuation des sièges du Comité national olympique

et de la Fédération de football. Il a fallu des heures de négociations et une présence policière pour que les dirigeants nouvellement nommés puissent prendre possession du siège de la Fédération koweïtienne de football. En revanche, les nouveaux dirigeants du Comité national olympique n'ont pas réussi à entrer dans le siège de cette instance en raison de la résistance des anciens dirigeants. L'immeuble a été assiégé par des policiers en attendant une solution. Dans ce bras de fer, cheikh Talal peut compter sur la confédération asiatique de football, qui

continue de le reconnaître, et sur son frère, l'influent cheikh Ahmad, figure incontournable du sport au Koweït et influent au sein des instances internationales. Cheikh Talal a demandé de le déferer lui et les dirigeants des deux instances devant la justice pour répondre de "prétendus abus financiers", en se disant sûr de n'avoir commis aucune irrégularité financière.

- Primes à profusion - Jeudi dernier, les autorités koweïtiennes avaient annoncé avoir limogé les dirigeants du Comité national olympique et de la Fédération de football, dix mois après une sus-

pension par le Comité international olympique (CIO) et la Fifa en raison d'"ingérence gouvernementale" dans les instances sportives locales. La Commission générale pour le sport de l'émirat, l'équivalent du ministère des Sports, avait déclaré avoir nommé de nouveaux responsables à la tête des deux institutions sportives. Cheikh Fahd Jaber Al-Ali a été chargé de diriger le Comité national olympique, en remplacement de Cheikh Talal Fahad Al-Sabah, tandis que Fawaz al-Hasawi a été choisi pour la Fédération de football. M. Hassawi, propriétaire depuis 1999 du club anglais de deuxième divi-

sion Nottingham Forest Football Club, a tenu dans la nuit une conférence de presse après avoir pris possession du siège de la Fédération de football. Il a annoncé d'importantes primes pour les clubs, promettant 100.000 dinars (332.000 dollars) au champion de 2016-2017, 70.000 dinars (232.000 dollars) au deuxième et 50.000 dinars (166.000 dollars) au troisième. Il a décidé d'un retour à un championnat à deux divisions à partir de la saison 2017-18 et une prime de 20.000 et 10.000 dinars aux deux clubs qui monteront en première division.

- Entente oubliée - Il a en outre indiqué que la fédération allait céder aux clubs la totalité des droits de retransmissions télévisées. Outre le CIO et la Fifa, seize autres fédérations internationales avaient également suspendu le Koweït, ce qui a entraîné l'exclusion de ses athlètes des Jeux olympiques de Rio. Pourtant, le pays a fêté, dans un moment de brève entente, les succès de deux athlètes koweïtiens aux Jeux Olympiques de Rio. Le Parlement avait adopté en juin une loi donnant le droit au gouvernement de dissoudre tout club sportif ou fédération, ainsi que le Comité national olympique.